

Trets, lundi 19 octobre 2026

MAIRIE DE TRET

COMMUNIQUÉ DU MAIRE DE TRET

Face au désordre, la République doit reprendre toute sa place

Les Français en ont assez. Assez des violences, des destructions, des intimidations et du sentiment que les règles communes ne s'imposent plus à tous.

Les incendies de mairies, les commerces pillés et les bâtiments publics dégradés ne sont pas des faits divers ordinaires. Ce sont des attaques contre notre vie collective, contre ceux qui travaillent, contre ceux qui servent l'intérêt général et contre la République elle-même.

Je refuse que nous finissions par considérer ces scènes comme une fatalité. Nous ne devons ni nous y habituer, ni les banaliser, ni chercher à les justifier.

La liberté de manifester est un droit. La violence n'en est pas un. Le désaccord politique ne donne à personne le droit de détruire, de menacer ou d'imposer sa loi par la force.

Notre pays a besoin de retrouver des repères clairs. Le respect de la loi doit être une exigence pour chacun. Les auteurs de violences doivent être identifiés, poursuivis et punis lorsque les faits sont établis. Les forces de l'ordre doivent être soutenues dans l'exercice légal de leurs missions. Et les élus, quelles que soient leurs opinions, doivent pouvoir exercer leur mandat sans intimidation.

Il faut le dire clairement : sans autorité, il n'y a pas de liberté durable ; sans sanctions exemplaires, il n'y a plus de règle commune ; sans respect des institutions, il n'y a plus de République solide.

Maire de droite, j'assume avec force et vigueur mes convictions.

L'ordre républicain n'est pas un slogan. C'est la condition de la tranquillité publique, de la liberté de chacun et de la protection des plus vulnérables. Il ne s'oppose ni à la justice ni à la démocratie : il les rend possibles.

À Trets, je veux que nous continuions à vivre dans une commune où chacun peut travailler, élever ses enfants, entreprendre et profiter de l'espace public en sécurité. Notre tranquillité n'est jamais définitivement acquise. Elle exige de la vigilance, de la responsabilité et une autorité publique qui ne renonce pas.

Je ne confonds pas les citoyens qui expriment légitimement leur mécontentement avec ceux qui choisissent la violence. Mais je refuse que les seconds imposent leur loi aux premiers, et que les Français respectueux des règles aient finalement le sentiment d'être les seuls à devoir les respecter.

La France mérite mieux que la résignation. Trets mérite que nous défendions avec détermination ce qui fait la force de notre commune : le respect, la responsabilité, la sécurité et l'attachement à notre République. Face au désordre, je choisis la fermeté. Face à la violence, je choisis l'autorité républicaine. Et face à la résignation, je choisis de ne jamais renoncer.

Pascal Chauvin
Maire de Trets
Conseiller Métropolitain